

Remèdes au surtourisme

Victimes de leur succès, de nombreuses villes et sites touristiques tentent de limiter les flux de touristes. A chacun sa recette : réservation obligatoire, quotas, dissuasion positive... Pour suivre : Amsterdam.

3/5

RÉGULATION

A Barcelone, des mesures palliatives contre le surtourisme

Sur le papier, Barcelone est construite pour le tourisme. Mais la cohabitation entre ses habitants et les touristes devient chaque jour plus compliquée à gérer.

REPORTAGE

ELISE GAZENGEL
CORRESPONDANTE À BARCELONE

Sur la piétonne et très fréquentée rue Portal de l'Angel de Barcelone, entre un magasin Zara et un Mango, la scène est digne d'une comédie absurde. « Ici, nous sommes sur l'ancien Portal dels Orbs, une des portes qui donnaient accès aux murailles construites au XIII^e siècle pour fortifier la ville... », explique Pablo Triguero, guide touristique d'un *free-tour*, à ses clients du jour. Entre deux smartphones levés pour capturer les façades modernistes, un graffiti en lettres capitales violettes apparaît : « FORA TURISTES » (« Dehors les touristes », en catalan).

Le message leur est destiné et, pourtant, aucun visiteur ne le remarquera. Il faut dire que la forte affluente de cette rue commerçante (qui plus est en ces jours de présoldes et de début d'été) donne peu de place à la déambulation. En outre, Pablo ne peut plus vraiment s'attarder : une nouvelle directive municipale réglemente les temps et endroits où il peut s'arrêter avec son groupe.

Depuis le 1^{er} mars dernier, la mairie a approuvé un décret – en vigueur jusqu'au 31 août prochain – qui régule les groupes touristiques dans la Ciutat Vella, la vieille ville de Barcelone. Son objectif est « de contribuer à l'harmonisation des usages touristiques dans l'espace public avec la vie des habitants ». Calmer les tensions et gérer la cohabitation locaux-touristes dans le quartier le plus visité de la ville, en d'autres termes.

Les mesures sont assez claires : limitation des groupes à vingt personnes maximum, interdiction d'utiliser des haut-parleurs pour les guides et un nombre limité de groupes présents en même temps à certaines places. Quant aux sanctions, elles sont dissuasives : 1.500 euros d'amende et jusqu'à 3.000 euros en cas de récidive. « La grande majorité des groupes respecte la nouvelle règle », estime aujourd'hui la mairie.

A quelques dizaines de mètres de là, sur la place de la Cathédrale, Esteve Aguiló contrôle le nombre d'inscrits à son *free-tour*. Sous un parapluie jaune, il coche les noms de ceux qui se présentent : « La pression est plus forte maintenant. On doit s'assurer qu'il y ait vingt personnes maximum. Parfois on doit refuser si un retardataire arrive et cela crée des tensions », explique-t-il tout en comptant les touristes qui attendent à l'ombre du début du circuit.

« Je prends au sérieux cette limitation parce que des collègues ont déjà été verbalisés ! », justifie-t-il, avant de poursuivre : « Mais ce n'est pas une bonne restriction, à mon avis, parce que la quantité de touristes reste la même et c'est contre-productif : au lieu d'en-

28 millions

C'est le nombre de touristes enregistrés, en 2019, à Barcelone. Parmi eux, 17,3 millions ont logé dans la ville, les autres n'y ont passé que la journée parce qu'ils logeaient à l'extérieur ou sur leur bateau de croisière.



tendre une fois des explications pour 30 personnes, le Barcelonais l'entendra désormais deux fois pour 15 personnes. Par contre, pour nous qui sommes rémunérés au pourboire, c'est un sacré manque à gagner ! »

Des agents civiques sept jours sur sept

Esteve n'est pas le seul qui veille au respect de cette nouvelle mesure. Polos orange fluo sur le dos, une vingtaine d'agents civiques contrôlent toute la journée et tous les jours de la semaine les ruelles et places de la vieille ville. « Nous sommes les yeux de la police locale », résume Ester qui occupe ce poste depuis trois ans. « Nous sommes là pour éviter les tensions, expliquer les règles et, s'il le faut, signaler une infraction aux autorités », poursuit son collègue Jordi.

Sur chaque place et ruelle réglementées, le couple d'agents reporte la situation sur une tablette. « Trois groupes à pieds... deux à vélos », pianote Ester. « C'est OK, ici ce sont huit groupes maximum, mais ça sert pour les statistiques. » La patrouille suit un circuit à pied, similaire à ceux des touristes. Devant la basilique del Pi, la petite place est occupée par trois groupes – la limite légale autorisée – mais l'un d'entre eux semble plus important. « Oui, je sais, nous sommes 37, mais c'est un groupe scolaire », justifie tout de suite la guide à Josep qui vient de l'interpeller.

A Barcelone, les groupes scolaires ne sont pas soumis à cette limitation ce qui agace certains guides, comme Cristian Mir, qui exerce depuis 18 ans. « Alors moi, je me limite à 20 personnes et à côté je vois débarquer 35 jeunes, c'est frustrant ! Idem pour les haut-parleurs : on a dû investir dans des micros et audio-guides tandis que, dans les mêmes ruelles, tu vois des guitaristes avec amplis et artistes de rue avec la musique à fond. Il faudrait qu'on m'explique la logique », s'indigne-t-il.

De leur côté, les agents civiques se

contentent d'informer et d'être présents. « Les habitants se plaignent régulièrement quand ils nous voient passer, on fait remonter les plaintes », détaille Ester. Créé en 2015, ce corps d'agents municipaux qui ne peut pas verbaliser est destiné à « garantir la cohabitation citoyenne et prévenir les conflits », principalement dans les zones touristiques : la Sagrada Família, la plage et la vieille ville.

« Avec tout mon respect, ils font ce qu'ils peuvent mais ne peuvent pas être partout », se désole Teresa Picazo à propos de ces hommes en orange. A 72 ans, la retraitée a toujours vécu dans ce quartier qui s'est vidé de ses habitants. « Au début, ici, c'était Barcelone, puis c'est devenu un quartier – la vieille ville, NDLR – et désormais c'est un parc d'attractions pour touristes », résume-t-elle, assise dans la permanence de l'Association des voisins du quartier Gòtic.

Sur les murs derrière elle, une multitude d'affiches rappellent les années de lutte : contre les croisières, les bruits la nuit, « ici on lutte pour notre quartier ». « Tourism kills the city », peut-on lire sur un autocollant. Sur une photo de groupe, une pancarte tenue par une dizaine de membres de l'association : « Contre le tourisme de masse, décroissance touristique ! »

Malgré le caractère revendicatif du lieu, Teresa semble plutôt résignée. Lutter ? « On est de moins en moins dans le quartier, ça devient compliqué, les gens sont fatigués, ils abandonnent... », confie-t-elle. Les limitations de groupes ? « Une goutte d'eau. » Pour la septuagénaire, le problème n'est pas tant la présence des touristes, mais « le fait que les administrations passées ont vendu la ville aux lobbies du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration ».

Teresa reconnaît tout de même les efforts de l'ancienne maire, Ada Colau (gauche alternative) qui, pendant ses deux mandats (entre 2015 et 2023), a essayé de combattre le tourisme de masse. « Sa lutte contre les Airbnb illé-

gaux, ça, oui, on l'a senti parce que ça devenait insoutenable et elle en a fermé des milliers », se remémore-t-elle enjouée avant de reprendre son fatalisme, « mais même s'ils ont essayé et gagné une bataille, ils ne pouvaient pas gagner cette guerre ».

« L'utopie de la décroissance »

Une vision partagée par l'anthropologue de l'Université de Barcelone (UB), Claudio Milano : « Barcelone a été une ville pionnière notamment dans sa lutte contre les logements touristiques, mais elle a fait face à un problème structurel, de modèle, et c'est très difficile de gérer cela au niveau local. » L'expert qualifie les limitations des groupes et autres mesures ciblées de « palliatives ».

Pour ce professeur qui a spécialisé ses recherches dans le tourisme, la Ville a surtout manqué une grande opportunité de repenser son modèle pendant la pandémie. « C'était l'occasion de diversifier l'économie qui est si dépendante de ce secteur (13 % du PIB de la Ville, NDLR), de se pencher sur le type d'emplois qu'il génère ou de trouver un moyen de compenser les effets sur la communauté hôte », analyse l'enseignant.

« Ne me parlez pas des bénéfices du tourisme parce que nous, on y perd », s'indigne Teresa qui milite pour la décroissance qu'elle juge « utopique » à ce stade. Dans sa permanence aujourd'hui, seul Diego, voisin de 48 ans, viendra la saluer. « Notre seul espoir, c'est que la crise climatique limite bientôt les déplacements... Tu parles d'un panorama ! », résume-t-il avant de se plaindre d'une énième altercation avec un *guiri* à vélo.

Guiri, nom masculin, familier et péjoratif, désignant le touriste étranger. Un ethno-phaulisme utilisé partout en Espagne et spécialement en été dans les villes balnéaires... qui ne risque pas de tomber en désuétude de sitôt. Selon les premières estimations, le tourisme en Espagne devrait récupérer son niveau pré-pandémique cet été.

Depuis le 1^{er} mars dernier, la mairie a approuvé un décret qui régule les groupes touristiques dans la vieille-ville de Barcelone. © BELGA.

Au début ici c'était Barcelone, puis c'est devenu un quartier et désormais c'est un parc d'attractions pour touristes

Teresa Picazo
Résidente de la vieille ville

”